

Les assurés maladie et les enfants, ces délaissés de la Suisse

On attend de la nouvelle Assemblée fédérale une politique enfin globale de soutien familial.

**LAMaL:
à revoir d'urgence**

Quelqu'un vient de proposer une solution pour limiter la hausse annuelle des primes de l'assurance maladie: il suffit d'organiser des élections fédérales chaque année! La moyenne des augmentations de primes de cette assurance en Suisse, pour l'année prochaine, s'établit en effet à 0,2% seulement, alors que les hausses des années précédentes frisaient les 4%. Or seuls les esprits chagrins, prompts à critiquer, y verront une relation de cause à effet avec la période électorale.

Restons sérieux et continuons de dénoncer un mode de couverture des coûts de la maladie qui ne repose ni sur la solidarité à l'échelle nationale (la comptabilité des coûts à partager est cantonale), ni sur la justice sociale (les pauvres payent les mêmes primes que les riches). Et la hausse annuelle des primes d'assurances n'est de loin jamais compensée par une très hypothétique augmentation des salaires. On va dans le mur!

La formule actuelle de financement de l'assurance maladie n'est plus supportable pour de nombreuses personnes et moins encore pour les familles. La santé est un business pour les différents intervenants, les médecins (en particulier les



■ La Suisse est classée dernière des pays européens (sur 31 pays) en matière de politique de l'enfance et de la famille.

spécialistes), les hôpitaux, l'industrie pharmaceutique et bien sûr les assurances. Personne ne choisit d'être malade et par conséquent d'avoir besoin de soins. La loterie de la vie est aveugle. Elle frappe aussi bien ceux qui ont largement les moyens de se faire soigner que ceux peinant à boucler leur budget mensuel.

La prochaine législature fédérale sera contrainte de s'attaquer au problème et d'y apporter des réponses concrètes et urgentes: caisse unique, caisses cantonales, primes liées aux salaires, prix des médicaments?

Pour une politique fédérale de l'enfance et de la famille

La Suisse est classée dernière des pays européens (sur 31 pays) en matière de politique de l'enfance et de la

famille. Selon Pro enfance citant des chiffres de l'OCDE, la Suisse ne consacre que 0,2% de son PIB à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants alors que les pays de l'OCDE y consacrent en moyenne 0,8%. La Confédération se réfugie en la matière derrière le principe de la cantonalisation, voire de la communalisation, de cette tâche. Et là, c'est le grand n'importe quoi. Aussi bien quant aux modes d'encadrement professionnel dans les institutions d'accueil de l'enfance qu'au plan de leur financement.

Pro enfance, une association qui réunit les acteurs romands du domaine et les représente au plan national, organise le 16 novembre prochain à Lausanne une journée d'action ludique, familiale et engagée sous la désignation « Les enfants dessinent l'avenir ». Cette grande manifestation vise d'une part à informer le public sur l'impérieuse nécessité des actions

en faveur de l'enfance. Il en va de l'égalité des chances car de nombreuses familles, parmi lesquelles les familles monoparentales, ne peuvent, seules, assurer le plein développement de leur progéniture. Il en va aussi de la cohésion sociale; l'école, suivant les matières et les compétences des élèves, a fait éclater le collectif « classe » et peut accentuer les clivages sociaux. Il en va aussi, prosaïquement, de l'économie, en recherche permanente de tête et de bras, qui voudrait exploiter plus et mieux le potentiel que représentent les mères de famille.

Par cette journée de sensibilisation, Pro enfance veut aussi s'adresser aux acteurs politiques des trois niveaux, fédéral, cantonal et communal, pour les inviter à mettre en place le cadre légal cohérent et coordonné assurant un financement pérenne aux divers types d'institutions d'accueil de l'enfance.

Jean-Claude Crevoisier